

Le communisme n'existe pas en URSS

Emma Goldman

1935

Table des matières

Le communisme n'existe pas en URSS	3
BOLCHEVISME ÉGALE COMMUNISME ?	3
NATIONALISATION OU SOCIALISATION ?	3
PRODUCTION ET CONSOMMATION	4
LA VIE QUOTIDIENNE EN URSS	5
RATIONS ET PRIVILÈGES	5
QU'EST-CE QUI A CHANGE DEPUIS 1921 ?	7
LA MULTIPLICATION DES CLASSES	8
UNE DICTATURE DE PLUS EN PLUS IMPITOYABLE	8
PRISE D'OTAGES ET PATRIOTISME	9
 La vérité sur les bolcheviks	 11

Le communisme n'existe pas en URSS

BOLCHEVISME ÉGALE COMMUNISME ?

Le mot communisme est maintenant sur toutes les lèvres. Certains en parlent avec l'enthousiasme exagéré des néophytes, d'autres le craignent et le condamnent comme une menace sociale. Mais je suis presque sûre que ni ses admirateurs - la grande majorité d'entre eux - ni ceux qui le dénoncent n'ont une idée très claire de ce qu'est vraiment le « communisme » à la sauce bolchevik.

Si l'on veut en donner une définition très générale, le communisme représente un idéal d'égalité et de fraternité humaine : il considère l'exploitation de l'homme par l'homme comme la source de tout esclavage et de toute oppression. L'inégalité économique conduit à l'injustice sociale et est l'ennemie du progrès moral et intellectuel.

Le communisme vise à créer une société où les classes seront abolies, où sera instaurée la propriété commune des moyens de production et de distribution. L'homme ne pourra jouir de la liberté, de la paix et du bien-être que dans une communauté sans classes et solidaire.

Mon objectif initial, en écrivant cet article, était de comparer l'idéal communiste avec la façon dont il est appliqué en URSS, mais je me suis rendu compte qu'il s'agissait d'une tâche impossible. En réalité, le communisme n'existe pas en Russie. Pas un seul principe communiste, pas un seul élément de ses enseignements n'est appliqué par le Parti communiste dans ce pays.

Aux yeux de certains, ma position semblera totalement absurde ; d'autres penseront que j'exagère grossièrement. Cependant je suis sûre qu'un examen objectif de la situation russe actuelle convaincra le lecteur honnête que je dis la vérité.

Intéressons-nous d'abord à l'idée fondamentale qui sous-tend le prétendu « communisme » des bolcheviks. Leur idéologie ouvertement centraliste, autoritaire, est fondée presque exclusivement sur la coercition et la violence étatiques. Loin d'être fondé sur la libre association, il s'agit d'un communisme étatique obligatoire. On doit garder cela en mémoire si l'on veut comprendre la méthode utilisée par l'État soviétique pour appliquer ses projets et leur donner un petit air « communiste ».

NATIONALISATION OU SOCIALISATION ?

La première condition pour que se réalise le communisme est la socialisation des terres, des outils de production et de la distribution. On socialise la terre et les machines, pour qu'elles soient utilisées par des individus ou des groupes, en fonction de leurs besoins. En Russie, la terre et les moyens de production ne sont pas socialisés mais nationalisés. Le terme de nationalisation est trompeur, car ce mot n'a aucun contenu. En réalité, la richesse nationale n'existe pas. La « nation » est une entité trop abstraite pour « posséder » quoi que ce soit. Soit la propriété est individuelle, soit elle est partagée par un groupe d'individus ; elle repose toujours sur une réalité quantitativement définissable.

Lorsqu'un bien n'appartient ni à un individu, ni à un groupe, il est ou nationalisé ou socialisé. S'il est nationalisé, il appartient à l'État ; en clair, le gouvernement en a le contrôle et peut en disposer selon son bon plaisir. Mais si un bien est socialisé, chaque individu y a librement accès et peut l'utiliser sans l'ingérence de qui que ce soit.

En Russie, ni la terre, ni la production, ni la distribution ne sont socialisées. Tout est nationalisé et appartient au gouvernement, exactement comme la Poste aux États-Unis ou les chemins de fer en Allemagne ou dans d'autres pays européens. Ce statut n'a absolument rien de communiste.

La structure économique de l'URSS n'est pas plus communiste que la terre ou les moyens de production. Toutes les sources d'existence sont la propriété du gouvernement central ; celui-ci dispose du monopole absolu du commerce extérieur ; les imprimeries lui appartiennent : chaque livre, chaque feuille de papier imprimé est

une publication officielle. En clair, le pays et tout ce qu'il contient sont la propriété de l'État, comme cela se passait auparavant, au temps des tsars. Les quelques biens qui ne sont pas nationalisés, comme certaines vieilles maisons délabrées à Moscou, par exemple, ou de petits magasins miteux disposant d'un misérable stock de cosmétiques, sont uniquement tolérés : à tout moment le gouvernement peut exercer son droit indiscuté à s'en saisir par simple décret.

Une telle situation relève du capitalisme d'État, mais il serait extravagant d'y déceler quoi que ce soit de communiste.

PRODUCTION ET CONSOMMATION

Tournons-nous maintenant vers la production et la consommation, leviers de toute existence. Peut-être y dénicherons-nous une dose de communisme qui justifierait que nous utilisions le terme « communiste » pour décrire la vie en URSS, du moins à une certaine échelle.

J'ai déjà fait remarquer que la terre et les outils de production sont propriété de l'État. Les méthodes de production et les quantités qui doivent être produites par chaque industrie dans chaque atelier, chaque fabrique, chaque usine, sont déterminées par l'État, par le gouvernement central - qui siège à Moscou - à travers ses différents organes.

L'URSS est un pays très étendu qui couvre environ un sixième de la surface de la Terre. Abritant une population composite de 165 millions d'habitants, elle comporte plusieurs grandes Républiques, différentes ethnies et nationalités, et chaque région a ses besoins et intérêts particuliers. Certes, la planification industrielle et économique a une importance vitale pour le bien-être d'une communauté. Le véritable communisme - l'égalité économique entre les hommes et entre les communautés - exige que chaque communauté organise la planification la meilleure et la plus efficace, en se fondant sur ses nécessités et possibilités locales. Une telle planification repose sur la liberté complète de chaque communauté de produire et de disposer de ses produits selon ses besoins, besoins qu'elle doit fixer elle-même : chaque communauté doit échanger son surplus avec d'autres communautés indépendantes sans que nulle autorité externe n'intervienne.

Telle est la nature fondamentale du communisme sur le plan politique et économique. Cela ne peut pas fonctionner ni être possible sur d'autres bases. Le communisme est nécessairement libertaire. Anarchiste.

On ne décèle pas la moindre trace d'un tel communisme - du moindre communisme - en Russie soviétique. En fait, la seule allusion à une telle organisation est considérée comme un crime là-bas, et toute tentative de la mettre en pratique serait punie de mort.

La planification industrielle, ainsi que tous les processus de production et de distribution, se trouve entre les mains du gouvernement central. Le Conseil économique suprême est uniquement soumis à l'autorité du Parti communiste. Il est totalement indépendant de la volonté ou des souhaits des gens qui forment l'Union des républiques socialistes soviétiques. Son travail est conditionné par les politiques et les décisions du Kremlin. C'est pourquoi la Russie soviétique a exporté d'énormes quantités de blé et d'autres céréales tandis que de vastes régions dans le sud et le sud-est de la Russie étaient frappées par la famine, au point que plus de deux millions de personnes sont mortes de faim en 1932 et 1933.

La « raison d'État » est entièrement responsable de cette situation. Cette expression a toujours servi à masquer la tyrannie, l'exploitation et la détermination des dirigeants à prolonger et perpétuer leur domination.

En passant, je signalerai que, malgré la famine qui a affecté tout le pays et le manque des ressources les plus élémentaires pour vivre en Russie, le premier plan quinquennal visait uniquement à développer l'industrie lourde, industrie qui sert ou peut servir à des objectifs militaires.

Il en est de même pour la distribution et toutes les autres formes d'activité. Non seulement les bourgs et les villes, mais toutes les parties constitutives de l'Union soviétique sont privées d'existence indépendante. Puisqu'elles ne sont que de simples vassales de Moscou, leurs activités économiques, sociales et culturelles sont conçues, planifiées et sévèrement contrôlées par la « dictature du prolétariat » à Moscou. Pire : la vie de chaque localité, et même de chaque individu, dans les prétendues républiques « socialistes » est gérée dans le moindre détail par la « ligne générale » fixée par le « centre ». En d'autres termes, par le Comité central et le Bureau politique du Parti, tous deux contrôlés d'une main de fer par un seul homme. Comment certains peuvent appeler

communisme cette dictature, cette autocratie plus puissante et plus absolue que celle de n'importe quel tsar, cela dépasse mon imagination.

LA VIE QUOTIDIENNE EN URSS

Examinons maintenant comment le « communisme » bolchevik influence la vie des masses et de l'individu.

Certains naïfs croient qu'au moins quelques caractéristiques du communisme ont été introduites dans la vie du peuple russe. Je souhaiterais que cela fût vrai, car ce serait un gage d'espoir, la promesse d'un développement potentiel dans cette direction. Malheureusement, dans aucun des aspects de la vie soviétique, ni dans les relations sociales ni dans les relations individuelles, on n'a jamais tenté d'appliquer les principes communistes sous une forme ou sous une autre. Comme je l'ai souligné auparavant, le fait même de suggérer que le communisme puisse être libre et volontaire est tabou en Russie. Une telle conception est considérée comme contre-révolutionnaire et relève de la haute trahison contre l'infailible Staline et le sacro-saint Parti « communiste ».

Mettons de côté, un instant, le communisme libertaire, anarchiste. On ne trouve même pas la moindre trace, dans la Russie soviétique, d'une manifestation quelconque de communisme d'État, fût-ce sous une forme autoritaire, comme le révèle l'observation des faits de la vie quotidienne dans ce pays.

L'essence du communisme, même de type coercitif, est l'absence de classes sociales. L'introduction de l'égalité économique constitue la première étape. Telle a été la base de toutes les philosophies communistes, même si elles diffèrent entre elles sur d'autres aspects. Leur objectif commun était d'assurer la justice sociale ; toutes affirmaient qu'on ne pouvait parvenir à la justice sociale sans établir l'égalité économique. Même Platon, qui prévoyait l'existence de différentes catégories intellectuelles et morales dans sa République, s'était prononcé en faveur de l'égalité économique absolue, car les classes dirigeantes ne devaient pas y jouir de droits ou de privilèges plus importants que ceux situés en bas de l'échelle sociale.

La Russie soviétique représente le cas exactement opposé. Le bolchevisme n'a pas aboli les classes en Russie : il a seulement inversé leurs relations antérieures. En fait, il a même aggravé les divisions sociales qui existaient avant la Révolution.

RATIONS ET PRIVILÈGES

Lorsque je suis retournée en Russie en janvier 1920, j'ai découvert d'innombrables catégories économiques, fondées sur les rations alimentaires distribuées par le gouvernement. Le marin recevait la meilleure ration, supérieure en qualité, en quantité et en variété à la nourriture que mangeait le reste de la population. C'était l'aristocrate de la Révolution ; sur le plan économique et social, tous considéraient qu'il appartenait aux nouvelles classes privilégiées. Derrière lui venait le soldat, l'homme de l'Armée Rouge, qui recevait une ration bien moindre, et moins de pain. Après le soldat on trouvait l'ouvrier travaillant dans les industries d'armement ; puis les autres ouvriers, eux-mêmes divisés en ouvriers qualifiés, artisans, manœuvres, etc.

Chaque catégorie recevait un peu moins de pain, de matières grasses, de sucre, de tabac et des autres produits (lorsqu'il y en avait). Les membres de l'ancienne bourgeoisie, classe officiellement abolie et expropriée, appartenaient à la dernière catégorie économique et ne recevaient pratiquement rien. La plupart d'entre eux ne pouvaient avoir ni travail ni logement, et personne ne se souciait de la façon dont ils allaient survivre, sans se mettre à voler ou à rejoindre les armées contre-révolutionnaires ou les bandes de pillards.

Le possesseur d'une carte rouge, membre du Parti communiste, occupait une place située au-dessus de tous ceux que je viens de mentionner. Il bénéficiait d'une ration spéciale, pouvait manger dans la stolovaya (cantine) du Parti et avait le droit, surtout s'il était recommandé par un responsable plus élevé, à des sous-vêtements chauds, des bottes en cuir, un manteau de fourrure ou d'autres articles de valeur. Les bolcheviks les plus éminents disposaient de leurs propres restaurants, auxquelles les militants de base n'avaient pas accès. A Smolny, qui abritait alors le quartier général du gouvernement de Petrograd, il existait deux restaurants, une pour les communistes les mieux placés, une autre pour les bolcheviks moins importants. Zinoviev, alors président du soviét de Petrograd et véritable autocrate du District du Nord, ainsi que d'autres membres du gouvernement

prenaient leurs repas chez eux, à l'Astoria, autrefois le meilleur hôtel de la ville, devenu la première Maison du Soviet, où ils vivaient avec leurs familles.

Plus tard je constatai une situation identique à Moscou, Kharkov, Kiev, Odessa - dans toute la Russie soviétique.

Voilà ce qu'était le « communisme » bolchevik. Ce système eut des conséquences désastreuses : il suscita l'insatisfaction, le ressentiment et l'hostilité dans tout le pays ; il provoqua des sabotages dans les usines et les campagnes, des grèves et des révoltes incessantes. « L'homme ne vit pas que de pain », paraît-il. C'est vrai, mais il meurt s'il n'a rien à manger. Pour l'homme de la rue, pour les masses russes qui avaient versé leur sang en espérant libérer leur pays, le système différencié de rations symbolisait le nouveau régime. Le bolchevisme représentait pour eux un énorme mensonge, car il n'avait pas tenu sa promesse d'instaurer la liberté ; en effet, pour eux la liberté signifiait la justice sociale et l'égalité économique. L'instinct des masses les trompe rarement ; dans ce cas il s'avéra prophétique. Pourquoi s'étonner par conséquent que l'enthousiasme général pour la révolution se soit rapidement transformé en déception et amertume, hostilité et haine ? Combien de fois des ouvriers russes se sont plaints à moi : « Cela nous est égal de travailler dur et d'avoir faim. C'est l'injustice qui nous révolte. Si un pays est pauvre, s'il y a peu de pain, alors partageons entre tous le peu qu'il y a, mais partageons-le de façon équitable. Actuellement, la situation est la même qu'avant la révolution ; certains reçoivent beaucoup, d'autres moins, et d'autres rien du tout. »

L'inégalité et les privilèges créés par les bolcheviks ont rapidement eu des conséquences inévitables : ce système a approfondi les antagonismes sociaux ; il a éloigné les masses de la Révolution, paralysé leur intérêt pour elle, étouffé leurs énergies et contribué à anéantir tous les projets révolutionnaires.

Ce système inégalitaire fondé sur des privilèges s'est renforcé, perfectionné et sévit encore aujourd'hui.

La révolution russe était, au sens le plus profond, un bouleversement social : sa tendance fondamentale était libertaire, son but essentiel l'égalité économique et sociale. Bien avant la révolution d'octobre-novembre 1917, le prolétariat urbain avait commencé à s'emparer des ateliers, des fabriques et des usines, pendant que les paysans expropriaient les grandes propriétés et cultivaient les terres en commun. Le développement continu de la révolution dans une direction communiste dépendait de l'unité des forces révolutionnaires et de l'initiative directe, créatrice, des masses laborieuses. Le peuple était enthousiasmé par les grands objectifs qu'il avait devant lui ; il s'appliquait passionnément, énergiquement, à reconstruire une nouvelle société. En effet, seuls ceux qui avaient été exploités pendant des siècles étaient capables de trouver librement le chemin vers une société nouvelle, régénérée.

Mais les dogmes bolcheviks et l'étatisme « communiste » ont constitué un obstacle fatal aux activités créatrices du peuple. La caractéristique fondamentale de la psychologie bolchevik était sa méfiance envers les masses. Les théories marxistes, qui voulaient exclusivement concentrer le pouvoir entre les mains du Parti, aboutirent rapidement à la disparition de toute collaboration entre les révolutionnaires, à l'élimination brutale et arbitraire des autres partis et mouvements politiques. La politique bolchevique aboutit à éliminer le moindre signe de mécontentement, à étouffer les critiques et les opinions indépendantes, ainsi qu'à écraser les efforts ou initiatives populaires. La centralisation de tous les moyens de production entre les mains de la dictature communiste handicapa les activités économiques et industrielles du pays. Les masses ne purent façonner la politique de la Révolution, ni prendre part à l'administration de leurs propres affaires. Les syndicats étaient étatisés et se contentaient de transmettre les ordres du gouvernement. Les coopératives populaires - instrument essentiel de la solidarité active et de l'entraide entre villes et campagnes - ont été liquidées, les soviets de paysans et d'ouvriers vidés de leur contenu et transformés en comités de béni-oui-oui. Le gouvernement s'est mis à contrôler tous les domaines de la vie sociale. On a créé une machine bureaucratique inefficace, corrompue et brutale. En s'éloignant du peuple, la révolution s'est condamnée à mort ; et au-dessus de tous planait le redoutable glaive de la terreur bolchevik. Tel était le communisme des « bolcheviks » au cours des premières étapes de la révolution. Chacun sait qu'il provoqua la paralysie complète de l'industrie, de l'agriculture et des transports. C'était la période du « communisme de guerre », de la conscription paysanne et ouvrière, de la destruction totale des villages paysans par l'artillerie bolchevik - toutes ces mesures sociales et économiques qui ont abouti à la terrible famine de 1921.

QU'EST-CE QUI A CHANGE DEPUIS 1921 ?

Qu'en est-il aujourd'hui ? Le « communisme » a-t-il changé de nature ? Est-il véritablement différent du « communisme » de 1921 ? A mon grand regret je suis obligée d'affirmer que, malgré toutes les décisions politiques et les mesures économiques bruyamment annoncées, le bolchevisme « communiste » est fondamentalement le même qu'en 1921. Aujourd'hui la paysannerie, dans la Russie soviétique, est entièrement dépossédée de sa terre. Les sovkhozes sont des fermes gouvernementales sur lesquelles les paysans travaillent en échange d'un salaire, exactement comme l'ouvrier dans une usine. Les bolcheviks appellent cela « l'industrialisation » de l'agriculture, la « transformation du paysan en prolétaire ». Dans le kolkhoze, la terre n'appartient que nominalement au village. En fait, elle est la propriété de l'État. Celui-ci peut à tout moment - et il le fait souvent - réquisitionner les membres du kolkhoze et leur ordonner de partir travailler dans d'autres régions ou les exiler dans de lointains villages parce qu'ils n'ont pas obéi à ses ordres. Les kolkhozes sont gérés collectivement mais le contrôle gouvernemental est tel que la terre a été en fait expropriée par l'État.

Celui-ci fixe les impôts qu'il veut ; il décide du prix des céréales ou des autres produits qu'il achète. Ni le paysan individuel ni le village soviétique n'ont leur mot à dire. Imposant de nombreux prélèvements et emprunts étatiques obligatoires, le gouvernement s'approprie les produits des kolkhozes. Il s'arroge également le droit, en invoquant des délits réels ou supposés, de les punir en réquisitionnant toutes leurs céréales. On s'accorde à dire que la terrible famine de 1921 a été provoquée surtout par la razverstka, l'expropriation brutale en vogue à l'époque. C'est à cause de cette famine, et de la révolte qui en résulta, que Lénine décida d'introduire la Nep - la Nouvelle politique économique - qui limita les expropriations menées par l'État et permit aux paysans de disposer de certains de leurs surplus pour leur propre usage. La Nep améliora immédiatement les conditions économiques dans le pays. La famine de 1932-1933 fut déclenchée par des méthodes « communistes » semblables : la volonté d'imposer la collectivisation.

On retrouva la même situation qu'en 1921, ce qui força Staline à réviser un peu sa politique. Il comprit que le bien-être d'un pays, surtout à dominante agraire comme la Russie, dépend principalement de la paysannerie. Le slogan fut lancé : il fallait donner au paysan la possibilité d'accéder à un « bien-être » plus grand. Cette « nouvelle » politique n'est qu'une astuce, un répit temporaire pour le paysan. Elle n'est pas plus communiste que la précédente politique agricole. Depuis le début de la dictature bolchevik, l'État n'a fait que poursuivre l'expropriation, avec plus ou moins d'intensité, mais toujours de la même manière ; il dépouille la paysannerie en édictant des lois répressives, en employant la violence, en multipliant chicaneries et représailles, en édictant toutes sortes d'interdictions, exactement comme aux pires jours du tsarisme et de la première guerre. La politique actuelle n'est qu'une variante du « communisme de guerre » de 1920-1921 - avec de plus en plus de « guerre » (de répression armée) et de moins en moins de « communisme ». Son « égalité » est celle d'un pénitencier ; sa « liberté » celle d'un groupe de forçats enchaînés. Pas étonnant que les bolcheviks affirment que la liberté est un préjugé bourgeois.

Les thuriféraires de l'Union soviétique insistent sur le fait que le « communisme de guerre » était justifié au début de la Révolution, à l'époque du blocus et des fronts militaires. Mais plus de seize années ont passé. Il n'y a plus ni blocus, ni combats sur les fronts, ni contre-révolution menaçante. Tous les grands États du monde ont reconnu l'URSS. Le gouvernement soviétique insiste sur sa bonne volonté envers les États bourgeois, sollicite leur coopération et commerce beaucoup avec eux. Il entretient même des relations amicales avec Mussolini et Hitler, ces fameux champions de la liberté. Il aide le capitalisme à faire face à ses tempêtes économiques en achetant des millions de dollars de marchandises et en lui ouvrant de nouveaux marchés.

Voici donc, dans les grandes lignes, ce que la Russie soviétique a accompli durant les dix-sept années qui ont suivi la révolution. Mais en ce qui concerne le communisme proprement dit, le gouvernement bolchevik suit exactement la même politique qu'auparavant. Il a effectué quelques changements politiques et économiques superficiels, mais fondamentalement il s'agit toujours du même État, fondé sur le même principe de violence et de coercition et qui emploie les mêmes méthodes de terreur et de contrainte que pendant la période 1920-1921.

LA MULTIPLICATION DES CLASSES

Il existe davantage de classes en Russie soviétique aujourd'hui qu'en 1917, et que dans la plupart des autres pays. Les bolcheviks ont créé une vaste bureaucratie soviétique qui jouit de privilèges spéciaux et d'une autorité quasiment illimitée sur les masses ouvrières et paysannes. Cette bureaucratie est elle-même commandée par une classe encore plus privilégiée de « camarades responsables » - la nouvelle aristocratie soviétique. La classe ouvrière est divisée et subdivisée en une multitude de catégories : les oudarniki (les troupes de choc des travailleurs, à qui l'on accorde différents privilèges), les « spécialistes », les artisans, les simples ouvriers et les manœuvres. Il y a les « cellules » d'usines, les comités d'usines, les pionniers, les komsomols, les membres du Parti, qui tous jouissent d'avantages matériels et d'une parcelle d'autorité. Il existe aussi la vaste classe des lishenti, les personnes privées de droits civiques, dont la plupart n'ont pas la possibilité de travailler, ni le droit de vivre dans certains endroits : elles sont pratiquement privées de tout moyen d'existence. Le fameux « carnet » de l'époque tsariste, qui interdisait aux juifs de vivre dans certaines régions du pays, a été réinstauré pour toute la population grâce à la création du nouveau passeport soviétique.

Au-dessus de toutes ces classes, règne la Guépéou, institution redoutée, secrète, puissante et arbitraire, véritable gouvernement à l'intérieur du gouvernement. La Guépéou à son tour possède ses propres catégories sociales. Elle a ses forces armées, ses établissements commerciaux et industriels, ses lois et ses règlements, et dispose d'une vaste armée d'esclaves : la population pénitentiaire. Même dans les prisons et les camps de concentration, on trouve différentes classes bénéficiant de privilèges spéciaux.

Dans l'industrie règne le même genre de communisme que dans l'agriculture. Un système Taylor soviétisé fonctionne dans toute la Russie, combinant des normes de qualité très basses et le travail à la pièce - système le plus intensif d'exploitation et de dégradation humaine, et qui suscite d'innombrables différences de salaires et de rémunérations. Les paiements se font en argent, en rations, en réductions sur les charges (loyers, électricité, etc.), sans parler des primes et des récompenses spéciales pour les oudarniki. En clair, c'est le salariat qui fonctionne en Russie. Ai-je besoin d'ajouter qu'un système économique fondé sur le salariat ne peut avoir le moindre lien avec le communisme et en est l'antithèse absolue ?

UNE DICTATURE DE PLUS EN PLUS IMPITOYABLE

Telles sont les principales caractéristiques du système soviétique actuel. Il faut faire preuve d'une naïveté impardonnable, ou d'une hypocrisie encore plus inexcusable, pour prétendre, comme le font les zélés du bolchevisme, que le travail forcé en Russie démontre les capacités « d'auto-organisation des masses dans le domaine de la production ».

Étrangement, j'ai rencontré des individus apparemment intelligents qui prétendent que, grâce à de telles méthodes, les bolcheviks « sont en train de construire le communisme ». Apparemment certains croient que construire une nouvelle société consiste à détruire brutalement, physiquement et moralement, les plus hautes valeurs de l'humanité. D'autres prétendent que la route de la liberté et de la coopération passe par l'esclavage des ouvriers et l'élimination des intellectuels. Selon eux, distiller le poison de la haine et de l'envie, instaurer un système généralisé d'espionnage et de terreur, constitue la meilleure façon pour l'humanité de se préparer à l'esprit fraternel du communisme ! Je suis évidemment en total désaccord avec ces conceptions. Rien n'est plus pernicieux que d'avilir un être humain et d'en faire le rouage d'une machine sans âme, de le transformer en serf, en espion ou en victime de cet espion. Rien n'est plus corrupteur que l'esclavage et le despotisme.

L'absolutisme politique et la dictature ont de nombreux points communs : les moyens et les méthodes utilisés pour atteindre un but donné finissent par devenir l'objectif. L'idéal du communisme, du socialisme, a cessé depuis longtemps d'inspirer les chefs bolcheviks. Le pouvoir et le renforcement du pouvoir sont devenus leur seul but. Mais la soumission abjecte, l'exploitation et l'aviilissement des hommes ont transformé la mentalité du peuple.

La nouvelle génération est le produit des principes et méthodes bolcheviks, le résultat de seize années de propagation d'opinions officielles, seules opinions permises dans ce pays. Ayant grandi dans un régime où toutes les idées et les valeurs sont édictées et contrôlées par l'État, la jeunesse soviétique sait peu de choses sur la

Russie elle-même, et encore moins sur les autres pays. Cette jeunesse compte de nombreux fanatiques aveugles, à l'esprit étroit et intolérant, elle est privée de toute perception morale, dépourvue du sens de la justice et du droit. A cet élément vient s'ajouter l'influence de la vaste classe des carriéristes, des arrivistes et des égoïstes éduqués dans le dogme bolchevik : « La fin justifie les moyens. » Néanmoins il existe des exceptions dans les rangs de la jeunesse russe. Un bon nombre d'entre eux sont profondément sincères, héroïques et idéalistes. Ils voient et sentent la force des idéaux que revendique bruyamment le Parti. Ils se rendent compte que les masses ont été trahies. Ils souffrent profondément du cynisme et du mépris que le Parti prône envers toute émotion humaine. La présence des komsomols dans les prisons politiques soviétiques, les camps de concentration et l'exil, et les risques incroyables que certains d'entre eux prennent pour s'enfuir de ce pays prouvent que la jeune génération n'est pas seulement composée d'individus serviles ou craintifs. Non, toute la jeunesse russe n'a pas été transformée en pantins, en fanatiques, ou en adorateurs du trône de Staline et du mausolée de Lénine.

La dictature est devenue une nécessité absolue pour la survie du régime. Car là où règnent un système de classes et l'inégalité sociale, l'État doit recourir à la force et à la répression. La brutalité d'un tel régime est toujours proportionnelle à l'amertume et au ressentiment qu'éprouvent les masses. La terreur étatique est plus forte en Russie soviétique que dans n'importe quel pays du monde civilisé actuel, parce que Staline doit vaincre et réduire en esclavage une centaine de millions de paysans entêtés. C'est parce que le peuple hait le régime que le sabotage industriel est aussi développé en Russie, que les transports sont aussi désorganisés après plus de seize années de gestion pratiquement militarisée ; on ne peut expliquer autrement la terrible famine dans le Sud et le Sud-Est, en dépit des conditions naturelles favorables, malgré les mesures les plus sévères prises pour obliger les paysans à semer et récolter, et malgré l'extermination et la déportation de plus d'un million de paysans dans les camps de travail forcé. La dictature bolchevik incarne une forme d'absolutisme qui doit sans cesse se durcir pour survivre, qui supprime toute opinion indépendante et toute critique dans le Parti, à l'intérieur même de ses cercles les plus élevés et les plus fermés. Il est significatif, par exemple, que les bolcheviks et leurs agents, stipendiés ou bénévoles, ne cessent d'assurer au reste du monde que « tout va bien en Russie soviétique » et que « la situation s'améliore constamment ». Ce type de discours est aussi crédible que les propos pacifistes que tient Hitler, alors qu'il accroît frénétiquement sa force militaire.

PRISE D'OTAGES ET PATRIOTISME

Loin de s'adoucir, la dictature est chaque jour plus impitoyable. Le dernier décret contre les prétendus contre-révolutionnaires, ou les traîtres à l'État soviétique, devrait convaincre même certains des plus ardents thuriféraires des miracles accomplis en Russie. Ce décret renforce les lois déjà existantes contre toute personne qui ne peut pas, ou ne veut pas, respecter l'infailibilité de la Sainte Trinité - Marx-Lénine-Staline. Et les effets de ce décret sont encore plus drastiques et cruels contre toute personne jugée coupable. Certes, la prise d'otages n'est pas une nouveauté en Union soviétique. On la pratiquait déjà lorsque je suis revenue vivre pendant deux ans en URSS. Pierre Kropotkine et Vera Figner ont protesté en vain contre cette tache noire sur l'écusson de la révolution russe. Maintenant, au bout de dix-sept années de domination bolchevik, le pouvoir a jugé nécessaire d'édicter un nouveau décret. Non seulement, il renoue avec la pratique de la prise d'otages, mais il punit cruellement tout adulte appartenant à la famille du criminel - supposé ou réel.

Voici comment le nouveau décret définit la trahison envers l'État : « tout acte commis par un citoyen de l'URSS et qui nuit aux forces armées de l'URSS, à l'indépendance ou à l'inviolabilité du territoire, tel que l'espionnage, la trahison de secrets militaires ou de secrets d'État, le passage à l'ennemi, la fuite ou le départ en avion vers un pays étranger ». Les traîtres ont bien sûr toujours été fusillés. Ce qui rend ce nouveau décret encore plus terrifiant c'est la cruelle punition qu'il exige pour tout individu vivant avec la malheureuse victime ou qui lui apporte de l'aide, que le « complice » soit au courant du délit ou en ignore l'existence. Il peut être emprisonné, exilé, ou même fusillé, perdre ses droits civiques, et être dépossédé de tout ce qu'il a. En d'autres termes, ce nouveau décret institutionnalise une prime pour tous les informateurs qui, afin de sauver leur propre peau, collaboreront avec la Guépéou pour se faire bien voir et dénonceront aux hommes de main de l'État russe l'infortuné parent qui a offensé les Soviets.

Ce nouveau décret devrait définitivement balayer tout doute subsistant encore à propos de l'existence du communisme en Russie. Ce texte juridique ne prétend même plus défendre l'internationalisme et les intérêts du prolétariat. Le vieil hymne internationaliste s'est maintenant transformé en une chanson païenne qui vante la patrie et que la presse soviétique servile encense bruyamment : « La défense de la Patrie est la loi suprême de la vie, et celui qui élève la main contre elle, qui la trahit, doit être éliminé. » Il est désormais évident que la Russie soviétique est, sur le plan politique, un régime de despotisme absolu et, sur le plan économique, la forme la plus grossière du capitalisme d'État.

La vérité sur les bolcheviks

Ce texte est ma dernière contribution avant de rejoindre la prison de Jefferson City, Missouri, pour deux ans. Je le dédie aux bolcheviks de Russie en hommage à leur œuvre glorieuse et à la façon dont leur exemple inspire l'essor du bolchevisme en Amérique.

Il est essentiel que le peuple américain comprenne le véritable sens de l'œuvre des bolcheviks, leurs origines et le contexte historique de leur action. Leurs positions et le défi qu'ils ont lancé au monde ont une importance vitale pour les masses.

Bolchevik est un mot russe. Il désigne les révolutionnaires qui représentent les intérêts des groupes sociaux les plus importants et défendent les revendications sociales et économiques maximales pour ces groupes.

Lors du congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1903, les révolutionnaires les plus radicaux, exaspérés par la tendance croissante au compromis et à la réforme dans ce parti, organisèrent la tendance bolchevik qui s'opposa à celle des mencheviks.

Ces derniers voulaient se contenter de progresser lentement, réforme après réforme, pas à pas. Nikolai Lénine et plus tard Trotsky ont été les premiers artisans de la séparation entre les deux tendances.¹

Ils ont depuis travaillé incessamment à construire le Parti bolchevik sur des bases révolutionnaires solides, tout en conservant cependant la théorie et les raisonnements marxistes.

Puis s'est produit le miracle des miracles, la révolution russe de 1917. Pour les politiciens à l'intérieur et à l'extérieur des différents groupes socialistes, cette révolution s'est résumée au renversement du tsar et à l'établissement d'un gouvernement libéral ou quasiment socialiste.

Mais Lénine et Trotsky, ainsi que leurs partisans, ont compris que la révolution avait une dimension plus profonde, et ont donc eu la sagesse de réagir - poussés par les besoins impérieux et l'éveil du peuple russe lui-même plus que par leurs propres positions théoriques.

C'est pourquoi la révolution russe constitue un miracle à plusieurs titres. Elle fourmille de paradoxes extraordinaires : nous voyons en effet des sociaux-démocrates marxistes, Lénine et Trotsky, adopter une tactique révolutionnaire anarchiste, tandis que des anarchistes (Kropotkine, Tcherkessov, Tchaikovsky) critiquent cette tactique en adoptant un raisonnement marxiste qu'ils ont rejeté toute leur vie comme un produit de la « métaphysique allemande ».

La révolution russe représente vraiment un miracle. Chaque jour, elle démontre combien toutes les théories sont insignifiantes en comparaison de l'acuité de la prise de conscience révolutionnaire du peuple.

Les bolcheviks de 1903, bien qu'ils fussent révolutionnaires, adhéraient à la doctrine marxiste : la Russie devait connaître une phase d'industrialisation, et la bourgeoisie accomplir sa mission historique. Cette phase indispensable de l'évolution devait se déployer avant que les masses russes puissent intervenir pour jouer leur propre rôle. Mais les bolcheviks de 1918 ont cessé de croire en la fonction prédestinée de la bourgeoisie. Ils ont été bousculés et poussés en avant par les vagues de la révolution au point d'adopter le point de vue défendu par les anarchistes depuis Bakounine. Selon ce dernier, en effet, lorsque les masses deviennent conscientes de leur pouvoir économique, elles font leur propre histoire et se libèrent des traditions et processus légués par un passé mort, traditions qui - comme les traités secrets - naissent autour d'une table ronde et ne sont pas dictées par la vie elle-même.

En d'autres termes, les bolcheviks aujourd'hui ne représentent pas seulement un groupe limité de théoriciens mais une Russie dynamique qui connaît une nouvelle naissance. Jamais Lénine et Trotsky n'occuperaient la place importante qu'ils occupent s'ils avaient continué à répéter leurs formules théoriques toutes faites.

¹ Cette affirmation est inexacte en ce qui concerne Trotsky puisque ce dernier chercha pendant des années à réconcilier les deux fractions du P.O.S.D.R., ce qui lui fut abondamment reproché après 1923 par Staline et ses épigones, pour lesquels la vérité était une et indivisible (N.d.T.)

Ils écoutent attentivement le pouls du peuple russe. Celui-ci, même s'il ignore encore comment s'exprimer parfaitement, sait faire valoir ses exigences de façon bien plus puissante à travers l'action. Cependant, cela ne diminue pas l'importance de Lénine, Trotsky et des autres figures héroïques qui impressionnent l'humanité par leur personnalité, leur vision prophétique et leur farouche esprit révolutionnaire.

Il n'y a pas très longtemps encore Trotsky et Lénine étaient dénoncés comme des « agents de l'Allemagne » à la solde du Kaiser. Seuls ceux qui gobent encore les mensonges des journaux, et ne connaissent rien de ces deux hommes, peuvent accorder foi à de telles accusations. Rien n'est plus méprisable ou minable que d'accuser quelqu'un d'être un « agent allemand » parce qu'il refuse de croire à des phrases ronflantes du genre : « Il faut nous battre afin d'assurer la sécurité du monde pour défendre la démocratie. » Alors que cette démocratie est fouettée à Tulsa, lynchée à Butte, jetée en prison, outragée et bannie de nos propres côtes.

Lénine et Trotsky n'ont pas besoin de se justifier. Aux crédules, à ceux qui pensent que les journalistes « ne mentent jamais », précisons tout de même que, lorsque Trotsky se trouvait aux États-Unis, il vivait dans un immeuble minable et était si démuni qu'il avait tout juste de quoi manger. Certes, l'un des quotidiens socialistes juifs les plus prospères lui offrit une position confortable, à condition qu'il apprenne à faire des compromis et à mettre en veilleuse son zèle révolutionnaire. Trotsky préféra rester pauvre et garder le respect de lui-même. Lorsqu'il décida de retourner en Russie, au début de la révolution, ses amis organisèrent une collecte pour payer son voyage - telle était la situation financière de ce prétendu « agent allemand ».

Quant à Lénine, toute sa vie il a lutté sans relâche pour la Russie. Ses idéaux révolutionnaires sont en quelque sorte le fruit d'un héritage. Son frère fut exécuté sur l'ordre du tsar. Lénine avait donc aussi une raison personnelle pour haïr l'autocratie et consacrer sa vie à la libération de la Russie. Quelle absurdité d'accuser un homme comme lui de sympathies pour l'impérialisme allemand ! Mais même les bruyants calomniateurs de Lénine et Trotsky ont été réduits à un silence honteux par les puissantes personnalités et l'intégrité incorruptible de ces grandes figures de la révolution.

Dans un sens, il n'est guère surprenant que peu de gens aux États-Unis comprennent ce que représentent les bolcheviks. La révolution russe reste encore une énigme pour l'esprit américain. Ignorant souverainement ses propres traditions révolutionnaires, toujours en adoration devant la majesté de l'État, l'Américain moyen a appris à croire que la révolution n'a aucune justification dans son propre pays et que dans « la Russie obscurantiste » elle devait uniquement servir à se débarrasser du tsar. A condition qu'elle se déroule de façon civilisée et qu'elle présente avec respect ses excuses à l'autocrate de Moscou. De plus, maintenant qu'un gouvernement aussi stable que le nôtre a pris les rênes, les Russes devraient aussitôt suivre notre exemple et « soutenir le Président comme un seul homme ».

Imaginez donc la surprise de l'Américain moyen lorsque les Russes, après avoir chassé le tsar et supprimé la monarchie elle-même, ont expulsé les « libéraux » du genre de Milioukov et de Lvov, et même le socialiste Kerenski, par la même porte que le tsar. Enfin, pour couronner le tout, sont arrivés les bolcheviks, qui se déclarent hostiles à la fois au roi et à tous les maîtres, propriétaires terriens et capitalistes. C'est vraiment trop pour l'esprit démocratique des Américains.

Heureusement pour la Russie, ses habitants n'ont jamais profité des bienfaits de la Démocratie, de ses valeurs institutionnalisées, légalisées, classifiées de l'éducation et de la culture, valeurs qui sont « toutes cousues à la machine et se défont au premier accroc ».

Les Russes sont un peuple terre-à-terre, dont l'esprit n'a été ni gâté ni corrompu. Pour eux, la révolution ne s'est jamais résumée à des jeux politiques, au remplacement d'un autocrate par un autre. Ce n'est pas dans des écoles guindées dirigées par des maîtres stériles ni dans des manuels poussiéreux que le peuple russe a fait son apprentissage au cours des cent dernières années. C'est grâce à ses grands martyrs révolutionnaires, aux esprits les plus nobles que le monde ait jamais connus, que le peuple a appris le sens de la révolution ; il sait qu'elle signifie un profond changement économique et social, enraciné dans les besoins et les espoirs des gens et que la révolution ne prendra fin que lorsque les déshérités auront touché leur dû.

En un mot, le peuple russe a vu dans le renversement de Nicolas II le début - et non la fin - de la révolution.

Plus que la tyrannie du tsar, le moujik détestait la tyrannie du collecteur d'impôts que lui envoyait le propriétaire terrien pour lui voler sa dernière vache ou son dernier cheval, et finalement lui enlever sa terre elle-même, ou pour le fouetter et le traîner en prison lorsqu'il ne pouvait pas payer ses impôts.

Que lui importait, au moujik, que le tsar fût chassé de son trône, si son ennemi direct, le barine (le maître) continuait à avoir les clés de sa vie - la terre ? Matoushka Zemlya (la Terre Mère), tel est le surnom affectueux que la langue russe attribue à la terre. Pour les Russes, la terre est tout, la joie, la source de la vie, la nourrice, la Matoushka aimée (la Petite Mère).

La révolution russe ne signifie rien pour le moujik, si elle ne libère pas la terre et ne détrône pas le propriétaire terrien, le capitaliste, après avoir chassé le tsar. Ceci explique le fondement historique de l'action des bolcheviks, leur justification sociale et économique. Les bolcheviks ne sont puissants que parce qu'ils représentent le peuple. Dès qu'ils ne défendent plus ses intérêts, ils devront partir, tout comme le gouvernement provisoire et Kerenski ont dû le faire.

Car le peuple russe ne sera satisfait que lorsque la terre et les moyens de subsistance deviendront la propriété des enfants de la Russie. Sinon le bolchevisme disparaîtra.

Pour la première fois depuis des siècles, les Russes ont décidé qu'ils devaient être écoutés, et que leurs voix allaient atteindre non pas le cœur des classes dirigeantes - ils savent qu'elles n'en ont pas - mais celui des peuples du monde, y compris le peuple américain. C'est là que réside l'importance capitale, le sens fondamental de la révolution russe, révolution symbolisée par les bolcheviks.

Partant de la prémisse historique que toutes les guerres sont des guerres capitalistes, et que les masses n'ont aucun intérêt à renforcer les desseins impérialistes de leurs exploiters, les bolcheviks insistent pour conclure la paix et exiger qu'il n'y ait ni indemnités ni annexions prévues dans les traités.

Pour commencer, la Russie a été saignée au cours d'une guerre ordonnée par un tsar sanguinaire. Pourquoi les Russes devraient-ils continuer à sacrifier le meilleur de leurs hommes qui pourraient être employés à une tâche plus utile, comme la reconstruction du pays par exemple ? Pour construire un monde plus sûr pour la démocratie ? Quelle farce ! Les Alliés n'ont-ils pas perdu tout droit à la sympathie du peuple russe dès lors qu'ils ont lié le sort de leur Déesse, la Démocratie, à celui du knout de l'autocratie russe ? Comment peuvent-ils oser se plaindre que la Russie désire ardemment la paix, alors qu'elle vient de se débarrasser, avec succès, de l'héritage de siècles d'oppression !

Les Alliés sont-ils sincères, lorsqu'ils nous vantent les mérites de la Démocratie ? Pourquoi donc, dans ce cas, ont-ils refusé de reconnaître la révolution russe, et ce bien avant que les « terribles bolcheviks » en aient pris la direction ? L'Angleterre, ce pays qui prétend défendre la liberté des petites nations, et maintient prisonnières entre ses griffes l'Inde et l'Irlande, n'a rien voulu savoir de la révolution russe. La France, ce prétendu berceau de la Liberté, a rejeté le délégué russe venu assister à sa conférence pour la paix. Certes, les États-Unis ont reconnu la Russie révolutionnaire, mais seulement parce qu'ils espéraient que Milioukov ou Kerenski resteraient au pouvoir. Dans de telles circonstances, pourquoi la Russie continuerait-elle à participer à la guerre ?

Les bolcheviks ont déjà administré une leçon au monde : ils ont montré que les négociations sur la paix doivent être lancées par les peuples eux-mêmes.

Ceux qui déclenchent les guerres et en tirent profit ne peuvent proclamer la paix. Il s'agit d'une des contributions les plus importantes que les bolcheviks aient apportées au progrès de l'humanité. Ils pensent que les discussions sur la paix doivent être menées ouvertement, franchement, avec le consentement total des peuples représentés.

Les bolcheviks ne se livreront à aucune des intrigues diplomatiques secrètes qui aboutissent à trahir les peuples, et les mènent à d'inévitables désastres.

Sur cette base, les bolcheviks ont invité les autres puissances à participer à la conférence générale pour la paix qui s'est tenue à Brest-Litovsk.

Leur suggestion n'a suscité que le mépris. Les prétentions démocratiques des Alliés, lorsqu'elles sont mises à l'épreuve, se sont révélées bien creuses. La trahison des Alliés qui ont abandonné le peuple russe autorise les bolcheviks à conclure une paix séparée. Après avoir été rejetés par les Alliés, ils n'ont aucune honte à déclarer qu'ils veulent conclure une paix séparée.

Abandonnés par les Alliés, les bolcheviks ne sont pas moins forts. Trotsky a su exprimer l'influence morale des bolcheviks en énonçant ce paradoxe apparent : « Notre faiblesse sera notre force. » Faibles car ils ne disposent pas des instruments de l'autocratie, les bolcheviks sont forts parce qu'ils possèdent un objectif révolutionnaire commun. L'opinion morale du monde sera plus profondément influencée par le désir sincère des Russes d'agir

honnêtement à la table des négociations de paix que par tous les faux-fuyants, les connivences et l'hypocrisie de diplomates cultivés.

Les bolcheviks exigent que les obligations et les indemnités contractées par les classes dirigeantes soient répudiées. Pourquoi devraient-ils respecter les engagements pris par le tsar ? Le peuple n'a pas souscrit à ces engagements ; il ne s'est pas engagé envers les autres pays belligérants ; on ne l'a pas davantage consulté pour savoir s'il voulait être massacré que l'on a consulté le peuple américain à ce sujet. Pourquoi les Russes devraient-ils payer pour les crimes d'un autocrate ? Pourquoi devraient-ils léguer à leurs enfants, et aux enfants de leurs enfants, des prêts pour faire la guerre et ensuite payer des indemnités ? Les bolcheviks affirment que les accords ou les contrats conclus par les ennemis du peuple doivent être assumés par ces individus et non par le peuple lui-même. Si le tsar s'est engagé auprès d'autres pays, les États débiteurs devraient le faire extradier et le rendre responsable des traités qu'il a signés. Mais les bolcheviks considèrent que le peuple n'a jamais été consulté, qu'il a combattu et versé son sang et sacrifié sa vie pendant trois ans et demi. Donc ils ne paieront que les dettes qu'ils ont contractées eux-mêmes, en toute connaissance de cause et pour un objectif approuvé par le peuple. Tels sont les seuls prêts, dettes et indemnités de guerre qu'ils entendent payer.

Les bolcheviks n'ont pas de projet impérialiste. Ils combattent pour la liberté² et ceux qui défendent les principes de la liberté ne veulent pas annexer d'autres peuples et d'autres pays. En vérité, un authentique libertaire ne cherchera jamais à annexer d'autres individus, car pour lui tant qu'une seule nation, un seul peuple ou un seul individu est réduit en esclavage, il est également en danger.

C'est pourquoi les bolcheviks exigent une paix sans annexions ni indemnités. Ils ne se sentent pas moralement obligés de respecter les engagements pris par le tsar, le Kaiser ou d'autres dirigeants impérialistes.

On accuse les bolcheviks de trahir les Alliés. A-t-on demandé au peuple russe s'il voulait se joindre aux Alliés ? Les bolcheviks sont des communistes, ils défendent, avec toute la passion et l'intensité de leur être, le principe de l'internationalisme. « Nos alliés, déclarent-ils, ne sont pas les gouvernements de l'Angleterre, de la France, de l'Italie ou des États-Unis ; nos alliés sont les peuples anglais, français, italien, américain et allemand. Ce sont nos seuls amis, et nous ne nous les trahissons ni ne les décevrons jamais. Nous voulons servir nos alliés, les peuples du monde, et non les classes dirigeantes, les diplomates, les Premiers ministres, tous ces messieurs qui déclenchent les guerres. » Telle est, jusqu'à présent, la position des bolcheviks. Ils ont mis en pratique cette politique au cours des dernières semaines, lorsqu'ils se sont aperçus que les traités de paix allemands impliquaient la mise en esclavage et la dépendance d'autres peuples. « Nous voulons la paix, affirment-ils. Nous la demandons pour nous-mêmes parce que nous sommes persuadés que notre paix poussera d'autres peuples à exiger et faire la paix, que les classes dirigeantes le veuillent ou pas. »

Dans une lettre au « citoyen ambassadeur » de Perse, Trotsky a écrit : « Le traité anglo-russe de 1907 était dirigé contre la liberté et l'indépendance du peuple perse : il est donc définitivement annulé et caduc. De plus, nous dénonçons tous les accords qui ont précédé et suivi ledit accord et qui pourraient restreindre les droits du peuple perse à une existence libre et indépendante. »

Les bolcheviks sont accusés de prendre possession des terres. C'est une terrible accusation ... si l'on croit en l'inviolabilité de la propriété privée. L'atteinte à la propriété est considérée comme le plus grave des crimes. Certains peuvent justifier le massacre d'êtres humains mais la propriété privée est, à leurs yeux, sacrée et inviolable. Heureusement, les bolcheviks ont tiré les leçons du passé. Ils savent que, dans le passé, plusieurs révolutions ont échoué parce que les masses n'avaient pas pris possession des moyens de subsistance.

Les bolcheviks ont commis un autre crime terrible - ils se sont emparés des banques. Ils se sont souvenus que, durant la Commune de Paris, lorsque les femmes et les enfants mourraient de faim dans les rues, les communards ont commis l'erreur d'envoyer leurs camarades protéger la Banque de France, et qu'ensuite le gouvernement français a utilisé les fonds de cette même banque pour libérer cinq cent mille prisonniers de guerre qui ont marché sur Paris et noyé la Commune dans le sang de 30 000 ouvriers français .

A l'époque, en 1871, la bourgeoisie française n'était pas gênée que ses soldats utilisent des fusils allemands pour massacrer le peuple français. « La fin justifiant les moyens », la bourgeoisie n'a pas hésité, et n'hésitera pas, à utiliser les armes pour maintenir sa domination.

² Emma Goldman emploie à trois reprises le mot « libertarian » (libertaire) pour désigner les bolcheviks mais j'ai atténué ici l'expression

Les bolcheviks ont soigneusement étudié l'histoire. Ils n'ignorent pas que les classes dirigeantes préféreraient même que le tsar ou le Kaiser restent au pouvoir plutôt que triompher la révolution. Ils savent que si la bourgeoisie pouvait conserver les richesses qu'elle a volées au peuple sous forme de terres et de capitaux, elle soudoyerait le diable lui-même pour échapper à la révolution. Affamé et sans ressources, le peuple risquerait fort de succomber face à ce cruel marchandage.

C'est pourquoi les bolcheviks ont pris possession des banques et appellent les paysans à confisquer les terres. Ils n'ont aucun désir de rendre à l'État les banques et les terres, les matières premières et les produits des efforts du Travail. Les bolcheviks désirent placer toutes les ressources naturelles et les richesses du pays entre les mains du peuple pour une propriété et un usage communs, parce que le peuple russe est communiste par instinct et par tradition, et qu'il n'a ni le besoin ni le désir d'un système fondé sur la concurrence.

Les bolcheviks concrétisent les rêves, les espoirs, le fruit des discussions publiques et privées de beaucoup de gens. Ils sont en train de construire un nouvel ordre social qui émergera du chaos et des conflits qu'ils doivent maintenant affronter.

Pourquoi tant de révolutionnaires russes sont-ils opposés aux bolcheviks ? Certains des hommes et des femmes les plus brillants de ce peuple comme notre chère Babouchka Bresh-kovskaia, Pierre Kropotkine et d'autres sont hostiles aux bolcheviks. Ces personnes de grande valeur se sont laissées abuser par l'éclat fallacieux du libéralisme politique incarné par la France républicaine, l'Angleterre constitutionnelle et l'Amérique démocratique. Elles doivent encore comprendre - hélas ! - que la ligne de démarcation entre le libéralisme et l'autocratie n'est qu'imaginaire. Il n'existe en fait qu'une seule différence entre les deux : les peuples qui vivent sous un régime autocratique savent qu'ils sont réduits en esclavage ; ils aiment la liberté au point qu'ils sont prêts à se battre et à mourir pour elle ; par contre, ceux qui vivent dans une démocratie imaginent qu'ils sont libres et se satisfont de leurs chaînes.

Les révolutionnaires russes qui s'opposent aux bolcheviks se rendront rapidement compte que ces derniers représentent les principes les plus fondamentaux et les plus élevés de la liberté humaine et du bien-être économique.

Mais que feront les bolcheviks s'ils rencontrent l'opposition de tous les autres gouvernements ? Il n'est pas impossible que si les bolcheviks arrivent à contrôler totalement le pouvoir économique et social en Russie, les gouvernements alliés fassent cause commune avec l'impérialisme allemand pour les écraser. On peut prédire, sans risque de se tromper, que des éléments impérialistes se joindront à la bourgeoisie pour éliminer la révolution russe.

Les bolcheviks ont parfaitement conscience de ces dangers et ils utilisent les moyens les plus efficaces pour les combattre. Leur influence sur le prolétariat allemand et autrichien est incommensurable. Les prisonniers allemands, en revenant au pays, emportent avec eux le message du bolchevisme dans leurs tranchées et leurs casernes, dans les champs et les usines, et ils font prendre conscience au peuple qu'un seul pouvoir peut écraser l'autocratie. Le travail éducatif des bolcheviks parmi le peuple allemand commence à avoir de l'effet. Il a certainement déjà accompli cent fois plus que tous les discours des Alliés sur la nécessité d'étendre la révolte aux Empires centraux.

Même si les bolcheviks ne réussissent pas à concrétiser leur rêve magnifique, à mettre en pratique leurs conceptions et la paix universelle, leur tentative de s'allier avec tous les peuples opprimés, de donner la terre aux paysans et de permettre aux ouvriers qui produisent les richesses de jouir des choses qu'ils produisent - le fait même qu'ils existent et qu'ils exigent tout cela exercera une telle influence sur le reste de l'humanité que les êtres humains ne pourront plus jamais être aussi banaux, ordinaires et satisfaits d'eux-mêmes qu'ils l'étaient avant que les bolcheviks apparaissent à l'horizon de la vie humaine.

Tel est le rôle que les bolcheviks jouent dans nos vies, dans les vies des Allemands, des Français et de tous les autres peuples. Nous ne pourrons plus jamais être les mêmes, parce que chaque fois que nous serons envahis par le désespoir, le pessimisme, chaque fois que nous croirons que tout est fini, nous nous tournerons vers la Russie. Et là-bas le Grand Espoir qui s'est incarné dans les bolcheviks chassera le voile noir qui s'est abattu sur

de son enthousiasme, supposant qu'elle emploie ce terme dans le sens de « partisan de la liberté » plutôt que comme synonyme d' « anarchiste » (N.d.T.).

nos cœurs, nous incitant à haïr nos frères, paralysant notre esprit et enchaînant nos membres, nous faisant plier le dos et émasculant nos volontés.

Les bolcheviks sont venus pour défier le monde. Celui-ci ne pourra plus jamais se reposer dans sa vieille indolence sordide. Il doit accepter le défi. Il l'a déjà accepté en Allemagne, en Autriche et en Roumanie, en France et en Italie, et même aux États-Unis. Comme une lumière soudaine, le bolchevisme se répand dans le monde entier, éclairant la Grande Vision, la réchauffant pour lui permettre de naître - la Nouvelle Vie de la fraternité humaine et du bien-être social.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Emma Goldman
Le communisme n'existe pas en URSS
1935

Consulté le 2 décembre 2017 de <http://www.mondialisme.org/spip.php?article27> et
<http://www.mondialisme.org/spip.php?article21>

”Le communisme n'existe pas en URSS” : Article publié en anglais dans *The American Mercury*, vol.XXXIV, avril 1935. Édité en français par *Ni patrie ni frontières* en décembre 2003. Tous les intertitres ont été ajoutés par le traducteur.

”La vérité sur les bolcheviks” : Brochure publiée par *Mother Earth* en 1918. Éditée en français par *Ni patrie ni frontières* en décembre 2003.

fr.theanarchistlibrary.org